

## QUESTIONS ÉCRITES

Ces derniers mois, j'ai soumis 32 questions écrites au Gouvernement notamment sur :

- > **La fermeture des trésoreries dans l'Allier**
- > **L'application de l'article 44 de la loi EGALIM**
- > **Le déremboursement des médicaments anti-Alzheimer**
- > **Les fermetures des guichets de gare en milieu rural**
- > **La fiscalité du don alimentaire**
- > **L'avenir de l'Office National des Anciens Combattants et Victimes de Guerre (ONACVG)**
- > **L'agriculture et la sécheresse**

## PERMANENCES DÉCENTRALISÉES

Les jeudis de 10h à 12h

### SAINT-POURÇAIN-SUR-SIOULE

Annexe de l'Hôtel de Ville  
(bureau n°4)  
1<sup>er</sup> jeudi de chaque mois

### LURCY-LÉVIS

Mairie  
(bureau 1<sup>er</sup> étage)  
2<sup>e</sup> jeudi de chaque mois

### DOMPIERRE-SUR-BESBRE

Mairie  
(salle du conseil)  
3<sup>e</sup> jeudi de chaque mois

### BOURBON-L'ARCHAMBAULT

Château Bignon  
(salle des activités)  
4<sup>e</sup> jeudi de chaque mois

## PERMANENCE PARLEMENTAIRE

52 boulevard Ledru-Rollin  
03000 MOULINS  
T. 04 70 20 24 21  
jean-paul.dufregne@  
assemblee-nationale.fr

## agir

### URGENCE SANTÉ

Depuis plusieurs mois, les personnels et les usagers de l'hôpital public ont déclaré l'état d'urgence. Sous l'effet des restrictions budgétaires, les conditions de travail et d'accueil ne cessent en effet de se dégrader. Il est urgent de stopper les restructurations à marche forcée qui tuent l'hôpital public. Malgré les cris de souffrance et d'alerte qui montent des établissements, le nouveau plan santé du Gouvernement ne répond en rien à la situation. C'est pour cette raison, qu'avec mes collègues députés communistes, nous avons déposé une proposition de loi permettant de stopper les fermetures de lits, des maternités, des urgences et des établissements de santé. Pour que cette proposition soit entendue, soyons nombreuses et nombreux à l'appuyer. Signez et faites signer la pétition sur [www.urgencesante.org](http://www.urgencesante.org)



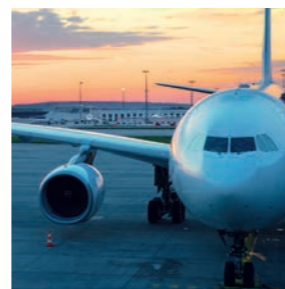
### APPEL À UNE 2ÈME LOI TERRITOIRE ZÉRO CHÔMEUR

Le 14 mai dernier, à Paris, j'ai participé à l'Assemblée Générale de l'association Territoire zéro chômeur de longue durée qui se mobilise pour une 2<sup>ème</sup> loi visant à élargir l'expérimentation à de nouveaux territoires. J'y étais aux côtés des représentants de la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais qui se mobilisent depuis des mois pour candidater, et à qui j'apporte mon entier et plein soutien. Cette loi vise à résorber le chômage de longue durée en permettant aux demandeurs d'emploi d'être embauchés en CDI, à temps choisi, par une entreprise conventionnée qui exerce des activités économiques pérennes et non concurrentes de celles déjà présentes sur le territoire. Depuis 2016, 10 territoires en France expérimentent le projet et 800 emplois ont été créés. Sur le territoire de la Communauté de Communes du Bocage Bourbonnais, 551 personnes privées d'emploi depuis plus d'un an sont potentiellement concernées par ce projet. La 2<sup>ème</sup> loi devrait être votée d'ici fin 2019 pour une mise en œuvre à la fin du premier semestre 2020.



### POUR SAUVER NOS AÉROPORTS

La mobilisation est sans précédent. Parlementaires de gauche et de droite ont décidé de se rassembler pour dire « non » à la privatisation des Aéroports de Paris (ADP). Leur objectif : obtenir les 4,7 millions de signatures nécessaires à la pétition lancée en ligne le 13 juin pour ouvrir la voie à un référendum d'initiative partagée (RIP). Vous ne prenez pas l'avion ? Vous êtes quand même concernés pour 3 raisons. Tout d'abord, le trafic aérien pose des questions environnementales qui doivent être maîtrisées par la puissance publique. Ensuite, les ADP rapportent aujourd'hui de l'argent à l'État qui peut être réinvesti dans les infrastructures publiques. Enfin, à chaque fois qu'il y a eu des privatisations, et il y en a eu beaucoup, jamais l'avis n'a été demandé au peuple français. Pour soutenir la proposition de loi visant à affirmer le caractère de service public national de l'exploitation des aéroports de Paris et exiger un référendum : [www.referendum.interieur.gouv.fr](http://www.referendum.interieur.gouv.fr)



# LA LETTRE

de Jean-Paul Dufregne,  
député de l'Allier

VŒUX DU DÉPUTÉ  
JEUDI 30 JANVIER 2020 À 19H  
SALLE ISLÉA - AVERMES - OUVERT À TOU.TE.S

## édito

Madame, Monsieur,

Je suis heureux de vous adresser cette seconde lettre "du député". Elle a vocation à vous informer de l'actualité parlementaire ainsi que de mon activité à l'assemblée nationale au travers de brèves traitant de sujets sur lesquels je me suis investi.

Dans cette FRANCE qui s'organise autour des grandes métropoles, j'essaie, autant que possible, de faire entendre la voix des territoires ruraux et des petites et moyennes villes, bien souvent oubliés, délaissés. La tâche est rude !

La majorité en place défend un système plutôt qu'un projet.

Membre de la commission des finances, nous examinons actuellement le projet de budget de la FRANCE pour 2020.

Toujours le même leitmotiv : diminuer les dépenses publiques pour baisser les impôts !

Annoncer une baisse d'impôts est toujours populaire sauf qu'il faudra bien financer celle de 5 milliards d'€ prévue pour 2020.

Nos services publics, pourtant si essentiels au quotidien, seront à nouveau mis à contribution, accentuant encore le sentiment d'abandon mis en lumière, notamment lors des mouvements sociaux récents.

Il est possible d'alléger l'impôt des classes moyennes et populaires en mettant plus à contribution les hauts et

très hauts revenus. C'est le contraire qui se passe avec la suppression de l'impôt sur la fortune et de la taxe d'habitation pour tous.

Nos communes ont aussi besoin de soutien pour développer des politiques attractives dans le domaine de la petite enfance, de la santé ou encore des transports. À quelques mois des élections municipales, soyons attentifs à maintenir des politiques de proximité.

J'ai aussi une pensée pour nos agriculteurs, victimes pour la seconde année consécutive d'une terrible sécheresse, alourdissant leurs charges et pesant sur les prix.

L'adoption de grands traités internationaux comme le CETA sème le désarroi dans les campagnes et beaucoup sont au bord de la rupture.

Bien sûr qu'il faut travailler pour faire évoluer les systèmes afin de lutter et de s'adapter au réchauffement climatique et aux évolutions sociétales, mais ce n'est pas en menant des campagnes injustes ou en prenant des décisions déstabilisantes que nous y parviendrons.

Une réforme de l'affectation des aides dans le cadre de la PAC est urgente pour sauvegarder une agriculture à dimension humaine garante de notre biodiversité et productrice d'une alimentation de qualité.

Jean-Paul Dufregne,  
votre député



Table ronde avec Jacqueline Gourault, ministre de la Cohésion des territoires et le député Jean-Paul Matteï (MoDem)

photos : © Assemblée nationale

## à l'assemblée

### ISF

#### LA LUTTE POUR LA JUSTICE FISCALE

En février dernier, j'ai déposé une proposition de loi visant la justice fiscale par le rétablissement de l'impôt de solidarité sur la fortune et le renforcement de la progressivité de l'impôt sur le revenu. Institué en 1982, supprimé en 1986, rétabli en 1989, puis finalement retiré en 2018, l'ISF a toujours déchainé les passions. Pourtant il s'agit d'un impôt qui vise à redistribuer équitablement et qui, malgré ce qui peut être dit, ne nuit pas à l'attractivité de la France. Suite à sa suppression, des économies ont dû être faites dans d'autres domaines. Malgré nos efforts, la majorité a refusé le débat, posé une motion de rejet préalable et enterré le texte.

### LINKY

#### POUR L'INFORMATION ET LA SURETÉ

En avril dernier, je me suis associé à André Chassaigne pour porter une proposition de résolution tendant à la création d'une commission d'enquête sur les conséquences du programme d'installation des compteurs communicants Linky. Depuis décembre 2015, les compteurs Linky sont déployés partout en France. Pourtant, les usagers, les associations de consommateurs et les collectivités locales s'interrogent sur les conséquences sanitaires, sur l'emploi, l'environnement, l'utilisation de données personnelles, le coût ou encore la maîtrise publique. Cette commission permettra de

mieux évaluer tous les tenants et aboutissants du compteur communicant Linky, et de pouvoir avoir une meilleure information, avant de poursuivre, ou non, ce déploiement massif.

#### SERVICES PUBLICS REDONNER DE LA PROXIMITÉ

Depuis janvier 2018, je suis co-rapporteur, avec le député Jean-Paul Matteï, de la mission d'évaluation sur l'accès aux services publics dans les territoires ruraux. C'est un dossier particulièrement important auquel j'accorde toute mon attention. Nous travaillons notamment sur la notion de proximité, l'équilibre à trouver avec le numérique, et l'accessibilité des services. La Cour des comptes a publié une enquête en mars, à notre demande, et un premier rapport, fruit de nos travaux, a été remis le 10 octobre dernier.

#### URBANISME EN MILIEU RURAL PLUS DE COHÉRENCE

Ne pas oublier les territoires ruraux, et tout faire pour favoriser leur développement, voilà un de mes engagements. C'est pourquoi, avec André Chassaigne, nous avons déposé en juillet dernier une proposition de loi visant à adapter les contraintes réglementaires de la politique d'urbanisme en milieu rural. Par là, nous demandons que des dispositions spécifiques soient insérées pour les communes classées en zone de revitalisation rurale ou ayant subi une perte démographique continue durant les dix dernières années.

### CETA

#### L'AGRICULTURE FRANÇAISE MISE À MAL

Le mardi 23 juillet, l'Assemblée nationale a adopté le projet de loi autorisant la ratification de l'accord économique et commercial global entre l'Union Européenne et le Canada (CETA). En plein été, le vote a été très serré, avec 266 voix pour, 213 contre (74 abstentions). Depuis le début je m'y suis opposé, avec l'ensemble de mes collègues communistes. Nos élevages bovins, nos céréales, nos savoir-faire agricoles doivent être protégés. Cependant la majorité a décidé de ne pas entendre l'opposition et les inquiétudes des français.

#### POUR UNE MEILLEURE TRAÇABILITÉ DU MIEL

J'ai co-signé, en février dernier, la proposition de loi d'André Chassaigne visant à rendre obligatoire l'indication du pays d'origine pour tous les miels. En juin, et pour protéger nos apiculteurs et les consommateurs, j'ai également rejoint 66 de mes collègues pour lancer un appel à la fin de l'opacité sur l'origine du miel.

## en circonscription

### SOUVIGNY / LE DÉBAT DE LA CIRCONSCRIPTION

Le 14 mars dernier, j'ai organisé à Souvigny une réunion publique dans le cadre du Grand débat national afin de permettre à chacun de s'exprimer en toute liberté sur les sujets de son choix. Cette démarche avait également pour objectif de relayer le plus fidèlement possible auprès du Gouvernement les revendications, que je les partage ou non, d'une grande partie de la population, notamment celle qui vit dans les territoires ruraux. Sont ressorties des échanges pas moins de 83 propositions concernant la transition écologique, la fiscalité et les dépenses publiques, l'organisation de l'État et des services publics, la démocratie et la citoyenneté ; propositions que j'ai adressées au Premier Ministre. Pour ma part, je me suis engagé à les faire entendre dès que l'occasion se présentera et autant de fois qu'il le faudra.



### ALLIER / TRANSPARENCE ET VIGILANCE AUTOUR DE L'ÉOLIEN

Je suis régulièrement interpellé par des habitants au sujet de projets d'implantations de parcs éoliens dans l'Allier. Face aux inquiétudes, ces dernières semaines, je suis intervenu à plusieurs reprises, et sous différentes formes, auprès du Gouvernement et de la Préfecture de l'Allier afin de les alerter sur l'urgence à prendre des mesures pour éviter le développement anarchique de l'éolien en zone rurale. L'éolien doit trouver sa place de manière équilibrée dans le nécessaire développement des énergies renouvelables. Or, aujourd'hui, il tend à se développer de manière anarchique au bon vouloir de certains promoteurs plus enclins à faire des affaires qu'à se préoccuper du bien fondé de tel ou tel projet. La transition écologique ne pourra être menée avec succès que si elle est pilotée par un grand service public de l'énergie guidé par l'intérêt général, qui associe les territoires et les habitants.

### MOULINS / LA RESTITUTION DES ATELIERS DE CIRCONSCRIPTION

Le 18 avril a eu lieu la réunion de restitution des ateliers de circonscription que j'ai organisés de mai à octobre 2018, à Moulins, dans le but d'inviter les habitants à s'inscrire dans une démarche participative et dynamique autour de quatre enjeux du territoire : habiter, travailler, vivre ensemble et la santé. Au total seize ateliers se sont déroulés sur l'ensemble de la 1<sup>ère</sup> circonscription. A l'occasion de cette réunion de restitution, j'ai présenté une synthèse d'une cinquantaine de pages comprenant tous les objectifs majeurs et les propositions évoqués lors de ces ateliers. Ces derniers serviront de base à l'élaboration d'une loi d'orientation et de programmation des territoires ruraux, petites et moyennes villes prévue pour 2020.



### BOURBON-L'ARCHAMBAULT LES SERVICES PUBLICS DANS LES TERRITOIRES RURAUX

Dans le cadre de la mission d'évaluation de l'accès aux services publics dans les territoires ruraux qui m'a été confiée par l'Assemblée nationale, j'ai organisé une réunion publique le 12 juillet à Bourbon-l'Archambault. Lors de cette réunion, je suis revenu sur le rapport relatif à l'accès aux services publics dans les territoires ruraux que la Cour des comptes a publié en mars dernier ainsi que sur le projet de réorganisation des finances publiques dans l'Allier. Puis, chacun a pu s'exprimer sur les questions de fermetures de services, de dématérialisation, de maisons de services au public ou encore d'expériences locales à développer. Sans faux semblant et de manière constructive.

### ALLIER / NOTRE TERRITOIRE FACE À LA SÉCHERESSE

L'eau manque dans l'Allier. Le niveau des cours d'eau est au plus bas, la biodiversité s'effondre, les maisons se fissurent et l'agriculture est durement touchée. Face au réchauffement climatique, nous ne pouvons plus nous limiter à des mesures d'urgence. Dans l'Allier comme ailleurs, il faut se donner les moyens d'anticiper les changements climatiques. C'est le sens des interventions que je fais depuis plusieurs mois tant auprès de la Préfecture que du Conseil départemental de l'Allier. Sur le plan national, j'ai également interpellé l'État et les compagnies d'assurances au sujet de la franchise réglementaire catastrophe naturelle sécheresse applicable aux particuliers en cas d'indemnisation. Les choses sont claires : la France doit se préparer à subir régulièrement des épisodes de sécheresse tout en se préservant d'une surexploitation des ressources.

